

Le monde du Coronavirus est-il vraiment un monde de héros et de vilains ?

TRIBUNE. Le discours dominant repose sur un postulat théorique auquel il nous faudra bien nous attaquer, si l'on ne veut pas seulement détruire le virus, mais le monde qui l'a engendré : celui de l'individualisme méthodologique.

Des applaudissements nocturnes aux dénonciations de voisins désobéissants, les premiers jours de confinement ont révélé la forte imprégnation des pratiques et discours sur l'événement par une vision morale des dynamiques sociales et politiques. Un monde fait de héros et de vilains où la transformation des comportements individuels constitue l'horizon du changement social : cette grille de lecture libérale tend à s'imposer alors même qu'elle est constitutive de la crise actuelle.

Politiser la colère et la peur

Après une dizaine de jours de confinement rythmée, pour qui est Covid-connecté, par les journaux de bord, les tribunes à charge, les tentatives d'analyses, les « restez chez vous » et les « plus jamais comme avant », l'échiquier idéologique qui s'apprête à structurer la compréhension de l'événement commence à se dessiner. Et avec lui apparaissent, comme toujours, les assauts d'un discours dominant qu'on reconnaît à la vitesse et la facilité avec lesquelles il capte et accapare la colère et l'analyse. Ce discours, souvent insidieux et larvé dans les commentaires les plus anodins, repose sur un postulat théorique auquel il nous faudra bien nous attaquer, si l'on ne veut pas seulement détruire le virus, mais le monde qui l'a engendré : celui de l'individualisme méthodologique.

L'individualisme méthodologique, c'est cette petite voix à la fois grisante et terriblement culpabilisante qui nous murmure ou nous aboie, selon les circonstances, que les phénomènes sociaux sont le résultat direct de nos actions individuelles, que chacun de nous peut provoquer ou empêcher le réchauffement climatique, ou la diffusion planétaire d'une pandémie mortelle. Or, cette petite voix est précisément ce qui nous tient solidement enchaînés au « monde d'avant », celui-là même que tous semblent aujourd'hui vouloir terrasser. Celui des coronas, celui des espèces qui disparaissent, celui où des dizaines d'années séparent l'espérance de vie d'un riche de celle d'un pauvre, celui où des médecins doivent choisir qui laisser vivre, et qui mourir, faute de place, de temps, d'instruments.

Finissons-en donc avec l'idée que « chacun est responsable » de ce monde-là, de la catastrophe à laquelle il court comme du salut possible, car cette idée n'est pas la solution mais le problème. Elle est le sous-bassement théorique de décennies de néolibéralisme qui ont entrepris de réduire la société à la somme de comportements individuels de plus en plus déconnectés et de démanteler les institutions fondatrices d'une société fondée sur la solidarité (l'hôpital public, le droit du travail, la recherche, la retraite, le système d'éducation publique). En créant une société d'individus isolés, ces choix détruisent en outre les conditions d'intelligibilité et d'imagination du changement social, qui n'est ni un changement moral, ni comportemental, mais un changement politique.

A rebours de l'analyse morale donc, et au-delà des applaudissements et des condamnations, nous avons besoin de politiser nos colères et nos peurs. Lister les coupes budgétaires, les réductions de lits, d'effectifs, le montant des salaires misérables de la plupart du personnel médical, les réformes successives qui attaquent sans relâche le service public et l'organisation collective de cette solidarité qui est pourtant sur toutes les bouches : c'est un peu plus long que de se laver les mains, mais tout aussi essentiel.

Un monde de héros et de vilains

Le fait n'a échappé à personne : un grand nombre de courageux citoyens vilipendés sans relâche leurs congénères indisciplinés, qui dérogeraient, massivement paraît-il, aux principes les plus basiques de solidarité par leurs comportements irrationnels (jogging, promenades et stocks de papier toilette). L'irresponsabilité, l'égoïsme et la folie des hommes, voilà ce que nous révélerait le tragique événement. La nature humaine mise à nue, éternelle et décevante. Et à rebours de cela, mais ce n'est que l'envers de la même pièce, les héros. Ceux qui sauvent le monde par leur sacrifice personnel et quotidien. Les solidaires, ceux qui sont prêts à mourir pour soigner, pour nourrir, pour construire, pour nettoyer. Alors bien sûr, il y a des vilains, des méchants, des irresponsables, des imbéciles même, et puis il y a des grands hommes dont on se demande s'ils sont faits de la même étoffe que nous qui, confinés et terrorisés, espérons chaque jour passer entre les mailles du filet pendant qu'ils sauvent des vies au péril de la leur.

Nous ne répéterons jamais assez notre reconnaissance envers ceux-là mais il faut aussi, quand les applaudissements s'évanouissent, nous interroger. Sont-ce vraiment là les catégories qui nous permettent de comprendre ce qui nous arrive : les héros et les vilains ? Les égoïstes et les solidaires ? Et sont-ce celles qui nous permettront de construire ce fameux monde d'après ? Si les hommes s'efforcent d'être des médecins écrivait Camus, c'est parce qu'ils ne sont pas des saints. Que s'est-il passé depuis « la Peste », pour qu'il nous faille, pour survivre, être les deux à la fois ? Car c'est bien cela que nous murmurent ces discours sur les comportements héroïques ou dramatiques : chacun de nous, au « front » ou bien depuis chez lui, replié sur sa vie intime, est l'acteur d'une bataille contre le mal dont seuls des comportements exemplaires et « responsables » viendront à bout.

Changer les individus pour changer le monde ?

Transformer les comportements plutôt que les modes de production et d'organisation collective, c'est là une stratégie vieille comme le capitalisme. A l'heure de ses balbutiements déjà, on accusait les pauvres d'être responsables de la propagation des maladies, par leurs pratiques et modes de vie animaux, insalubres, immoraux. Sous la plume des libéraux, la pauvreté était un crime, dénonçaient Marx et Engels. Dans ce contexte, éduquer et réprimer ont été les deux facettes, œuvrant main dans la main, de ce que Foucault appelait le biopouvoir et qui devait domestiquer la vie au profit de la production et de la croissance du capital. Si les drones ont, depuis l'hygiénisme du XIXème siècle, remplacé les baillonnettes, l'idée qu'il faut éduquer et polir les comportements, elle, semble être restée intacte et inchangée. Les discours sur l'indiscipline des classes populaires, à Saint-Denis, à Barbès et ailleurs, qui invoquent un pseudo-choc des civilisations plutôt que la taille et la qualité des logements et des espaces pour expliquer des formes de désobéissance rendues soudain responsables de tous les maux : voici la version du XXIème siècle des discours sur la saleté et la criminalité des pauvres.

Si les hommes désobéissent, pour résumer, c'est qu'ils sont ignorants, ou bien qu'ils sont, au mieux égoïstes, au pire méchants. Ce qui sous-tend ce discours, c'est l'idée qu'à l'inverse, si chacun prend sa part de responsabilité – trie ses déchets, respecte le confinement, se tient à un mètre de distance dans des quartiers surpeuplés –, la main invisible qui ordonne entre eux tous les comportements individuels orientera nécessairement la société vers le bien. Une idée fondatrice du libéralisme, que nous ne devons plus laisser monopoliser nos imaginaires de l'après-corona.

Nature humaine et changement social : qu'ont à nous dire les sciences sociales ?

D'abord qu'il n'y a pas de nature humaine. L'homme égoïste et calculateur, par exemple, n'existe que dans le contexte d'institutions capitalistes néolibérales qui organisent les interactions sous l'égide des principes de concurrence et de rareté des ressources. L'homme solidaire, à l'inverse, l'est grâce à un certain nombre de moyens sociaux, institutionnels, culturels, techniques qui le lui permettent. Sans hôpital public, sans financement de la recherche, sans éducation solide, nos héros auraient bien triste mine. Sans institutionnalisation du droit du travail, les comportements solidaires ne suffisent pas à juguler les effets dramatiques d'une crise comme le corona, comme on le voit en Italie du Sud où un tiers des habitants travaillent au noir suite à la déstructuration totale du marché du travail, une situation qui constitue une véritable bombe sociale prête à exploser, parce que ces personnes n'ont aucune protection, et ne peuvent tout simplement plus s'acheter à manger.

Combien de héros nous faudra-t-il pour nourrir tous ces gens après les avoir soignés ? Un seul : l'État social. La solidarité doit être organisée et non laissée au hasard et au bon vouloir d'individus en état de choc et de peur permanent, dans une société où la crise (économique, écologique, sanitaire, démocratique, sociale) devient le fonctionnement normal. Car cet état de choc, nous en sommes les témoins depuis des décennies, s'il crée des héros, crée aussi des hommes qui ont peur et des hommes impuissants face à une situation sociale qu'ils ne maîtrisent pas.

Ensuite, les sciences sociales nous apprennent que la société n'est pas le résultat d'une somme de comportements individuels et que, partant, ce ne sont pas ces comportements qui conditionnent la transformation du monde. Bien sûr les comportements des individus existent et ils sont même la chose la plus facilement observable dans la réalité sociale. Mais l'analyse scientifique n'a jamais eu pour ambition de s'en tenir à l'immédiatement visible : il lui revient au contraire de chercher des mécanismes, des processus, des causalités, des médiations entre les événements, qui ne se donnent pas toujours sur le mode de l'évidence sensible.

Les pratiques écologiques et sanitaires des individus (se laver les mains, acheter bio, ne pas prendre de bain, rester chez soi) sont *infra-politiques*. Elles peuvent aider à vivre mais pas se substituer à des formes collectives – institutionnelles, insurrectionnelles ou législatives – de transformation. C'est pourquoi les gestes quotidiens, et infiniment émouvants, de solidarité, les gestes héroïques, ne peuvent construire un projet de société. C'est pour cela aussi que non, M. Darmanin, « *la meilleure prime qu'on puisse offrir aux soignants* » n'est pas que chacun respecte les gestes sanitaires, mais que L'État leur garantisse et inscrive dans le marbre de la loi des conditions de travail décentes : des lits d'hôpital, des masques, des effectifs, des salaires dignes et des congés. Tout ce pour la défense de quoi ces citoyens manifestent depuis des mois.

Si les individus sont libres, ils n'ont donc pas, dans une société mondialisée, la possession pleine et entière de la responsabilité des phénomènes sociaux. La responsabilisation des individus constitue une des caractéristiques essentielles du néolibéralisme : elle permet de ne pas légiférer, de ne pas contraindre les détenteurs du pouvoir économique à œuvrer au service de l'intérêt général. C'est ce prisme d'analyse, celui qui responsabilise les individus plutôt que les détenteurs du pouvoir politique et économique, qui explique la stupéfiante différence de traitement par l'État entre d'un côté les individus qui ne respectent pas le confinement, surtout dans les quartiers populaires qui connaissent actuellement un regain de violences policières, et de l'autre, les entreprises inciviques qui refusent le télétravail à leurs salariés ou ne leur fournissent pas les protections minimales pour exercer leur activité en limitant les risques.

Une société n'est pas une somme de conduites individuelles

D'un côté, l'Etat déploie sa force contre les citoyens, de l'autre il demande timidement aux entreprises de ne pas abuser du chômage partiel normalement conçu pour des entreprises au bord de la faillite (il leur demande en somme, de respecter la loi ou du moins de ne pas abuser de ses zones d'ombres) et leur suggère fébrilement de ne pas verser les dividendes aux actionnaires cette année afin de maîtriser la dramatique crise économique qui nous menace. Il est urgent de reconnecter la responsabilisation avec la possession du pouvoir, sans quoi les crises entraineront sans relâche un usage autoritaire et arbitraire de la force.

Cette reconnexion a un nom : elle s'appelle l'État social. Cet État s'est construit au XIX^{ème} siècle sur l'idée que les risques qui pèsent sur les individus dans nos sociétés capitalistes sont dissociés de leurs possibles fautes et comportements personnels, que la responsabilité d'organiser la solidarité appartient donc à la collectivité, et que les entreprises doivent payer leur part en échange de l'utilisation de la force de travail des hommes. Le démantèlement de cet État passe dès lors, comme le rappellent les juristes et philosophes Alain Supiot et Mireille Delmas-Marty, par le fait de « *faire peser les risques sur ceux qui ne sont pas en état de les prévenir.* » Un phénomène dont la crise du coronavirus sert de parfaite illustration, puisqu'elle tend à faire peser sur chacun de nous la responsabilité de la maîtrise du virus et les risques d'en mourir, alors même que le pouvoir d'agir sur les causes de sa propagation ne nous appartient pas. Cette dissociation entre la responsabilité, le risque et le pouvoir révèle une faille d'ampleur de nos démocraties, que nous payons actuellement de nos vies.

Pour en finir avec cette faille, et construire le monde d'après, il nous faut accepter de blesser nos egos d'hommes libres, accepter que, tout comme une maison n'est pas, ou pas seulement, un tas de pierre, une société n'est pas une somme de conduites individuelles, et qu'à ce titre ce n'est pas chacun de nous qui sauvera le monde par ses petits gestes, mais nous tous, ce qui est tout autre chose. Ce qui implique de réfléchir aux moyens législatifs et politiques dont nous disposons pour arrêter les monocultures, la déforestation, le mode de production dont elles sont issues ; et pour mettre en cause l'opposition, qui apparaît radicalement en ces temps de crise, entre le capital et le travail, et qui fait que sous prétexte de sauver le premier, encore et toujours, on envoie mourir en les applaudissant ceux qui n'ont de choix que de travailler.

Camille Ferey, bio express

*Doctorante en philosophie, **Camille Ferey** enseigne à l'Université de Paris-Nanterre où elle réalise une thèse sur les théories philosophiques de la démocratie participative et les mouvements sociaux démocratiques.*